Novembre 2018

En direct
avec les élus communistes

Département de Seine-Maritime : Canton du Havre | Gonfreville l'Orcher | Gainneville | Rogerville

Lors de la dernière session au Département, nous sommes intervenus pour :

- Proposer la mise en place de bourses pour les dentistes étudiants. Face au déficit de médecins, il est urgent d'agir ! En contrepartie de cette bourse, l'étudiant s'engagerait à exercer à la fin de ses études dans une zone où les médecins manquent.

- Défendre les collèges de l'arrondissement du Havre. Alors que l'Education devrait être la première priorité du Département, la majorité de droite baisse les budgets : la dotation de fonctionnement des collèges a baissé de plus d'un million d'euros en cette rentrée, alors que les besoins dans les établissements scolaires sont importants. Aucune économie n'est tolérable quand elle est faite sur le dos de nos enfants !

- Dénoncer la réduction des moyens en faveur des anciens et des personnes handicapées. Que ce soient les établissements d'accueil des personnes âgées dépendantes ou les structures spécialisées pour les personnes en situation de handicap, tous subissent un tour de vis budgétaire intolérable : il en va de la dignité et du respect des personnes qui sont accueillis.

- Interpeler les services de l'Etat et la Préfète de Seine-Maritime pour que des mesures nouvelles soient prises pour lutter contre la prolifération du frelon asiatique. Dangereux pour l'homme, cet insecte qui n'a pas de prédateur met aussi en danger notre écosystème. L'Etat a le devoir d'intervenir, c'est le message de fermeté que nous avons adressé à la Préfète.

- Exiger que la proximité et le contact humain demeure la règle dans les services publics. Trop souvent on renvoie les usagers vers «internet». Alors bien entendu c'est un progrès et un gain de temps pour tous ceux qui sont nés avec l'ordinateur. Et internet, c'est pour quand tout va bien. Mais pour les personnes qui maîtrisent difficilement le numérique, ou lorsque la difficulté du dossier exige un examen approfondi, il faut que chaque usager puisse être reçu et orienté rapidement vers le bon service. C'est ce discours de bon sens qu'ont développé les élus communistes.

Edito

Face à une majorité départementale allant de la droite en passant par les soutiens d'Emmanuel Macron, nous agissons avec nos collègues du groupe communiste/Front de Gauche pour que le Département assure ses missions de service public.

Dans un contexte où la pauvreté s'étend, tout comme les précarités, celles de l'emploi, du logement, de la santé, du handicap, le Département doit redevenir, c'est son utilité et sa raison d'être, un bouclier social et une locomotive contre les inégalités.

Mais pour la majorité départementale, ce n'est pas dans les poches des plus riches qu'il faut aller chercher les moyens, c'est bel et bien dans celle des classes populaires et des classes moyennes que la droite va chercher. Ils ont supprimé les bourses scolaires, amputé les budgets des collèges, des centres sociaux, du Fonds de Solidarité Logement… pour verser des dizaines de millions d'euros aux banques.

Résultat, pendant que les banques sont remboursées plus vite que la musique et qu'un nouveau dispositif vient d'être créé pour aider les propriétaires de châteaux et de manoirs, le Département ne parvient plus à répondre aux urgences sociales, et les salariés des classes populaires et des classes moyennes sont une nouvelle fois laissés pour compte.

Face à une crise qui dure et qui percute le monde du travail, nous agissons au contraire pour faire avancer les intérêts des salariés, des jeunes, des retraités et des privés d'emplois. Tel est le sens de notre action, au quotidien, à vos côtés.

Maison départementale des personnes handicapées : ça bouge, enfin ?

Depuis plusieurs années, les familles sont confrontées au manque de moyens attribués à la MDPH. Une situation pointée du doigt par la Chambre Régionale des Comptes, « qui met en avant le manque de moyens humains face aux besoins des usagers », a rappelé Sophie HERVE. Pourtant, à écouter la droite départementale, tout ne serait qu'une question de bonne organisation des services... « Les effectifs ont un peu augmenté ces dernières années, mais c'est largement insuffisant et les familles n'en peuvent plus de cette situation », a-t-elle insisté.

Ce surt quoi a renchéri Alban BRUNEAU, affirmant qu'il fallait de manière urgente « résoudre les difficultés rencontrées en matière d'accueil téléphonique et d'information dans le suivi des demandes et des délais de traitement des dossiers ».

« Il faut passer des paroles aux actes », a réaffirmé Sophie HERVE. « Certaines familles me parlent d'un an de délai de traitement d'une demande, ce genre de situation ne devrait même pas exister». Pour l'élue havraise, une chose est certaine, « je veillerai à ce que des mesures précises soient prises dans le cadre du budget 2019 que nous examinerons bientôt », a-t-elle conclu.

Proches de vous, à votre écoute,

Alban BRUNEAU et Sophie HERVE reçoivent sur rendez-vous :
12, rue Michel GAUTIER - 76600 Le Havre
Tel 02 35 53 10 66